

L'ENVERS DU MODÈLE ÉCONOMIQUE US

## Les marchands de guerre



En 1961, le président Eisenhower déclarait, dans son discours de fin de mandat, que « dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non par le complexe militaro-industriel ». Depuis l'expression a fait florès. Mais qu'entend-on exactement par « complexe militaro-industriel » ? Dans un livre récent, deux anciens marchands d'armes, Pierre Chavance et Pierre Bouvier, dévoilent le fonctionnement de cette industrie et révèlent la façon dont les questions militaires influent aujourd'hui sur les politiques économiques et la politique étrangère des grandes puissances.

page 2

### Il faut sauver la « Nouvelle Europe »

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

L'approche de l'élargissement de l'Union européenne relance le débat sur la position de l'Europe face à l'hyperpuissance états-unienne. Pour Pascal Boniface, l'entrée dans l'Union de dix nouveaux membres aux élites atlantistes va se traduire par un accroissement des moyens d'action de Washington sur l'Europe. Mais, estime-t-il, pour les nouveaux membres, les États-Unis ne pourront pas se montrer plus attractifs économiquement que les pays européens prônant l'indépendance.

page 8

REPÈRE : 24 AVRIL 1996

### Les USA 'abolissent' l'habeas corpus

L'Administration Clinton fait voter l'*Antiterrorism and Effective Death Penalty Act*, le 24 avril 1996, soit un an après l'attentat meurtrier d'Oklahoma City. Rompant avec 200 ans de construction juridique visant à prévenir l'arbitraire, cette loi permet aux autorités de s'affranchir, dans certains cas, de l'*habeas corpus*, c'est-à-dire de l'obligation de présenter au juge les raisons motivant l'arrestation de quelqu'un ou sa détention même provisoire. Une telle disposition avait déjà été adoptée lors de la Guerre Civile américaine, mais avait été annulée pour inconstitutionnalité. En 1996 les législateurs ultraconservateurs profitent de l'émotion causée par l'attentat pour mettre en place des lois répressives et liberticides. Confronté à l'opposition des défenseurs des libertés constitutionnelles, John Ashcroft, alors sénateur, déclare : « *Il nous faudrait un grand boum pour les faire taire tous ceux là* »... chose faite après le 11 Septembre 2001 avec le vote du Patriot Act. ■



### SOROS ABANDONNE L'OPPOSITION OUZBEKE

Le milliardaire George Soros vient d'annoncer que son ONG, l'Open Society Institute Assistance Foundation, se retirait d'Ouzbékistan. L'accentuation de la répression par le président Islam Karimov l'empêcherait de poursuivre ses activités philanthropiques. Le *Guardian* rapporte que Soros a investi 22 millions de dollars en Ouzbékistan depuis 1966 pour aider la « société civile », et pas moins de 3,7 millions rien que pour l'année passée. À l'époque Washington voulait renverser Karimov et il fallait donc subventionner son opposition. Mais aujourd'hui, le dictateur est devenu un allié majeur de l'OTAN et il n'est pas souhaitable de témoigner du sort désormais réservé à son opposition. ■

## L'envers du modèle économique US

# Les marchands de guerre

En 1961, le président Eisenhower déclarait, dans son discours de fin de mandat, que « *dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non par le complexe militaro-industriel* ». Depuis l'expression a fait florès. Mais qu'entend-on exactement par « *complexe militaro-industriel* » ? Dans un livre récent, deux anciens marchands d'armes, Pierre Chavance et Pierre Bouvier, qui ont tous deux travaillé pour Thomson, dévoilent le fonctionnement de cette industrie et révèlent la façon dont les questions militaires influent aujourd'hui sur les politiques économiques et la politique étrangère des grandes puissances.



La chute de l'URSS aurait dû occasionner, à partir de 1991, une réduction des dépenses militaires. Après plus de quarante ans de Guerre froide au cours desquels l'humanité avait cru plusieurs fois frôler la vitrification nucléaire, on pouvait envisager un nouveau mode de fonctionnement permettant d'engranger « *les "dividendes" socio-économiques de la paix retrouvée : la reconstruction, le développement, la croissance économique, l'enrichissement, la sécurité* ».

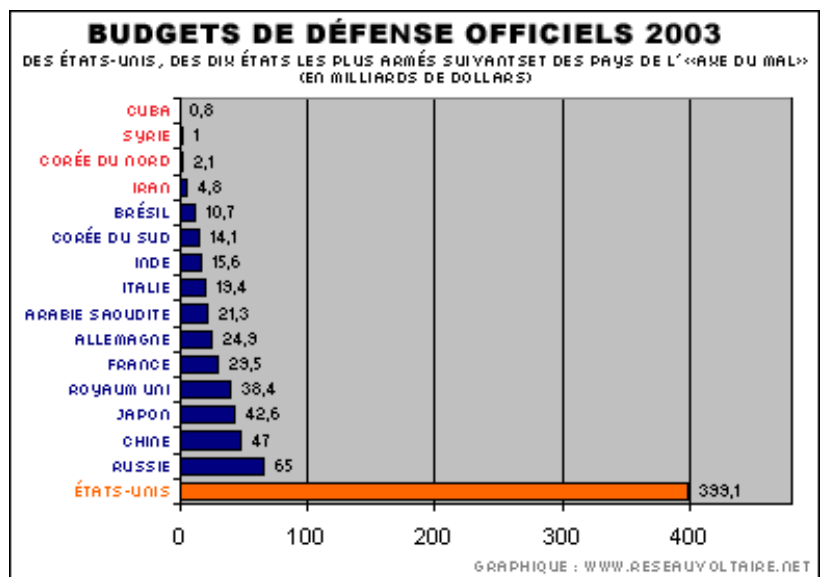
### L'hégémonie états-unienne sur les dépenses militaires

Cependant les systèmes économiques des États développés, et principalement des États-Unis, se sont construits en fonction de leurs budgets militaires, particulièrement disproportionné dans les dernières années de la Guerre froide.

Le montant record des dépenses militaires planétaires a en effet été atteint en 1985 avec 1200 milliards de dollars, un total qui englobe les sommes dépensées par les États-Unis, l'URSS, et les autres puissances régionales. À partir de cette date, notent Pierre Chavance et Pierre Bouvier dans *Ces armes qui mènent le monde* [1], ces dépenses ont progressivement diminué, alors que Mikhaïl Gorbatchev tentait d'imposer un programme de réforme de l'Union soviétique dans un contexte général de « détente » relative. La décré se poursuit après la chute de l'URSS, jusqu'à atteindre le minimum absolu, en 1998, avec 785 milliards de dollars. Cette année-là, à la moitié du second mandat de Bill Clinton, les États-Unis entament la relance de leur programme d'armement. Comme l'écrivent Chavance et Bouvier, « depuis cette période, la dépense mondiale n'a cessé de croître à nouveau, jusqu'à nos jours, entraînée par celle du budget américain. Elle devrait atteindre environ 900 milliards de dollars en 2003 ».

Plutôt que de dire qu'elle est « entraînée », il serait même plus juste d'écrire que la hausse des dépenses militaires mondiales est « occasionnée » par les États-Unis. En Europe, tous les États ont poursuivi la réduction de leur budget militaire, à l'exception du Royaume-Uni, qui s'est aligné sur la politique étrangère agressive de Washington. Le Premier ministre travailliste Tony Blair a engagé de nombreuses fois les troupes britanniques dans des guerres étrangères, et notamment en Irak.

L'ampleur de l'hégémonie militaire des États-Unis s'évalue au regard des différents budgets de la Défense à travers le monde. Le tableau ci-dessous, est éloquent, tout comme les projections réalisées pour les années à venir. En 2004, les dépenses militaires états-uniennes officielles devraient atteindre 410 milliards de dollars. Nous avons montré dans ces colonnes qu'en additionnant les programmes militaires gérés hors du Pentagone, le budget réel de la « Défense » US est en réalité de 757 milliards de dollars [2]. Derrière, la Russie, avec 56 milliards de dollars en 2002, a un budget 6 fois inférieur. Le reste de l'Europe agglomérée n'atteint que péniblement les 100 milliards de dollars, si l'on exclut les 34,5 milliards de dollars dépensés par le Royaume-Uni.



On peut s'interroger sur la raison qui a conduit Washington à relancer les

dépenses militaires alors que les menaces internationales étaient tombées particulièrement bas et que le terrorisme international n'apparaissait pas comme un ennemi à part entière. En effet, en 1998, Bill Clinton était encore à la tête d'une administration démocrate, que rien ne prédestinait à lancer une politique agressive aujourd'hui assumée par l'administration républicaine néo-conservatrice de George W. Bush. Mais, dans le contexte de divers scandales, Bill Clinton a perdu le soutien d'une partie des parlementaires démocrates et s'est trouvé minoritaire au Congrès. Les républicains lui ont alors imposé le réarmement, puis la guerre au Kosovo, qu'il a accepté pour pallier à la crise économique.

## Des menaces inexistantes

Qui menace les États-Unis ? Si l'on agrège les budgets militaires des sept États dits « voyous » selon la nouvelle terminologie en vogue à Washington, on atteint la somme de 13 milliards de dollars, soit 25 fois moins que le budget militaire états-unien. La conclusion est évidente : *« il n'existe [actuellement] aucune situation stratégique imaginable dans laquelle les forces américaines pourraient se trouver menacées ou en situation d'infériorité, sur quelque terrain que ce soit »*. On parle beaucoup de la menace que font peser les armes de destruction massive sur la sécurité internationale. Cette hypothèse d'une frappe bactériologique ou chimique d'origine terroriste, faisant un grand nombre de victimes, permet de conférer une certaine crédibilité aux discours particulièrement alarmistes des dirigeants états-uniens ou de leurs alliés. Un discours aujourd'hui peu en phase avec la réalité : depuis la prise d'otage de Téhéran, on estime à quelques centaines par an le nombre de victimes du terrorisme, quelques milliers pour l'année 2001. Des chiffres relativement faibles, selon les auteurs, si on les compare à d'autres : *« le nombre de décès annuels dans le monde causés par les armes légères au cours de guérillas ou de conflits locaux, est de l'ordre de 500 000 par an (...) et celui des blessés encore plusieurs fois supérieurs »*. Ils évoquent également les 23 000 victimes annuelles des homicides à main armée aux États-Unis. La menace d'acquisition par des groupes terroristes de matériel militaire évolué, hérité de la Guerre froide, existe-t-elle réellement ? La Russie de Poutine est souvent citée comme un lieu où de tels commerces ont cours. Pourtant, aucune charge précise n'a jamais été avérée. De même que le trafic d'uranium vers l'Irak via le Soudan, dénoncé par les États-Unis, s'est révélé n'être qu'une intoxication de plus dans la guerre psychologique pour l'endoctrinement des opinions publiques internationales.

Il est même possible de pousser le raisonnement plus loin : l'idée d'un commerce d'armes sans aucun contrôle ne vise-t-elle pas à convaincre les gouvernements et les populations proches des États-Unis de la nécessité de se prémunir contre cette menace en relançant la course aux armements ? La réalité du marché des armes est pourtant bien éloignée de ce qu'on peut lire chez nos confrères. Comme l'expliquent Pierre Chavance et Pierre Bouvier, il s'agit d'un marché extrêmement surveillé, à défaut d'être toujours transparent et légal. Il est encadré par des règles conduites que les États eux-mêmes se font fort d'appliquer et de faire respecter pour des motifs de sécurité nationale : il ne faudrait pas que des armes se retrouvent entre les mains de futurs adversaires sur le champ de bataille. Le pouvoir politique intervient à plusieurs stades de la

transaction. La principale est l'étape administrative, qui « *consiste à obtenir de l'État auquel appartient le fournisseur une autorisation de vente d'armes à un pays acheteur donné* ». Sans cet agrément, qui nécessite l'accord des autorités militaires, des Affaires étrangères et des Finances, au minimum, aucune vente n'est possible. La procédure en est complexe et rigide. Ainsi, selon les auteurs, « *pour les commandes importantes, ce processus d'autorisation peut s'étaler couramment sur un ou deux ans* ».

La guérilla terroriste ne menace pas la paix mondiale. Les États voyous non plus. La prolifération d'armes de destruction massive n'est qu'un leurre. Comment expliquer alors que de nombreux pays, et notamment les États-Unis, se réarment ? Les auteurs, qui ont tous deux travaillé dans l'industrie française de l'armement, notamment chez Thomson, se livrent tout d'abord à une explication liée à l'état du marché mondial. Contrairement aux théories économiques contemporaines, ce n'est pas un marché libéralisé où s'exercerait la libre concurrence. Au contraire, « *il n'existe pratiquement, dans chaque pays qu'un seul acheteur, la Défense nationale [et] une fois le matériel choisi par elle, l'heureux élu en devient le fournisseur unique, sous la forme en général de marchés de gré à gré [3], d'où se dégagent pas à pas des positions monopolistiques* ». La conséquence de cette version « *dégénérée* » de marché, c'est qu'il existe « *un affrontement naturel irréductible entre acheteurs et vendeurs, qui ne peut trouver d'issue que dans des formes nouvelles d'organisation et de coopération Défense-Industrie* ».

## Le complexe militaro-industriel états-unien

Cette forme particulière de collaboration trouve sa réalisation idéal-typique aux États-Unis, qui ont mis en place « *un système opérationnel de coordination entre l'État fédéral et les entreprises d'armement* », au sein de ce que l'on appelle le « *complexe militaro-industriel* ». L'influence des industriels dans la vie économique du pays n'est pas au départ militaire. Elle commence véritablement au moment où Franklin Delano Roosevelt s'attaque à la Grande dépression, au moment même où l'industrie aéronautique voit le jour. À l'époque, les milieux d'affaires états-uniens, qui ont mis en place, dans les années 20, une société industrielle performante, cherchent à agir sur la vie économique du pays. Pour cela, il leur faut s'organiser. Ils choisissent un organisme pré-existant, le National Research Council, « *qui avait été fondé en 1917 pour coordonner la mobilisation industrielle de l'Amérique entrant dans la Première Guerre mondiale* ». À cette occasion, il « *avait rassemblé les principaux physiciens du pays, des chefs militaires et des dirigeants des grandes entreprises basées sur la science comme American Telephone & Telegraph (ATT) et General Electric* ». Ce consortium ne s'appuie pas sur l'État, dont l'influence sur la vie économique est vivement critiquée.

La Grande dépression prend finalement fin, non pas avec le New Deal qui règle des problèmes sociaux mais pas économiques, mais avec les prêts-bails consentis par Washington pour l'armement du Royaume-Uni en guerre ; et plus encore avec l'entrée en guerre des États-Unis contre les forces de l'Axe, comme la « *guerre au terrorisme* » permet à George W. Bush de sortir son pays de la crise économique dans laquelle il s'enfonçait.



Le complexe militaro-industriel états-unien prend corps en 1947, lorsque le président Truman fait adopter le *National Security Act*, le 26 juillet 1947 : ce texte institue un appareil d'État secret capable de conduire la Guerre froide. Il comprend trois instances : la CIA, l'état-major interarmes et le Conseil national de sécurité (National Security Council - NSC). Ce dernier devient l'« *instance suprême du pouvoir* », coordonnant le Département d'État, donc la diplomatie, au Département de la Défense. Pouvoir civil et militaire font donc plus que collaborer : ils se confondent au sein d'un même organisme.

La même année est créé « *le système para-étatique des National Security States* » qui vont organiser le soutien aux militaires dans les pays susceptibles de tomber dans l'orbite soviétique. D'après les auteurs, « *il semble qu'à l'époque le Complexe ait pu être utilisé comme conseiller du NSS quant à la manière d'utiliser les armées et leurs équipements perfectionnés pour mettre au pas les pays placés sous contrôle militaire aux fins de "décontamination" anti-communiste* ».



Dwight D. Eisenhower

La collaboration entre le pouvoir civilo-militaire états-unien et l'industrie de l'armement se renforce tout au long de la Guerre froide, le paroxysme étant atteint sous la présidence du Général Eisenhower de 1953 à 1961. Celui-ci réorganise le Conseil national de sécurité, afin « *de faire exécuter la politique militaire, la politique internationale et la sécurité intérieure* ». Parallèlement, les industriels créent un Conseil de sécurité américain (American Security Council - ASC),

qui organise des conférences annuelles avec le Pentagone sans que l'on ne soit plus en mesure de distinguer ce qui est de l'ordre de l'initiative privée et de la politique publique. Pour animer ces conférences, l'ASC et le Pentagone font appel à un tiers neutre : un groupe à caractère universitaire, l'Institut de recherche en politique étrangère (Foreign Policy research Institute - FPRI) du professeur Robert Strausz-Hupé [4]. Il fournira le modèle des think tanks actuels. De même le département recherche et développement (Research AND Development - RAND) du Pentagone est progressivement privatisé, sous le nom de Rand Corporation, pour fournir les expertises techniques lors de ces conférences.

L'industrie de l'armement a donc acquis un poids politique considérable, au-delà de son simple poids économique. C'est elle qui, par ses expertises et ses rapports, indique au gouvernement les menaces stratégiques qui pèsent sur le pays et conseille les programmes d'armement à mettre en place pour y remédier. C'est elle qui induit, sinon détermine, la politique étrangère. À l'inverse du théorème de Clausewitz, la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, mais la diplomatie et la guerre sont devenues la continuation des programmes d'armement.

Il n'est qu'à considérer les budgets pharaoniques du projet de bouclier anti-missiles pour se convaincre du gouffre financier que ne manque pas de provoquer cette confusion des genres, où le vendeur se fait conseiller et le

conseiller vendeur. La situation actuelle en est une autre conséquence : « *l'armement tient maintenant le premier rôle dans la guerre, et c'est lui qui va pouvoir servir la force au mieux. Hier encore, c'était la guerre qui s'appuyait sur l'armement* ». Enfin, cette influence du complexe militaro-industriel permet de comprendre l'état de la scène politique états-unienne où « *le gouvernement républicain, féru d'armes et de guerre, laisse le Pentagone dominer la scène politique nationale, voire mondiale s'il le pouvait. Le secrétaire de la Défense prend publiquement position dans les affaires du Département d'État, ce qui se comprend aisément dès lors que l'État se veut engagé dans une politique internationale qui réduit les relations aux rapports de force* ».

Ce système produit une idéologie qui le justifie. Ainsi, en 1957, Samuel Huntington publie *Le Soldat et l'État* [5]. Il part du postulat que, dans une économie libertarienne, c'est-à-dire sans État, une main invisible régulerait le libre marché pour le bien de tous. Il serait donc juste que le pouvoir politique échoit aux dirigeants des plus grandes entreprises. Cependant le marché ne serait pas en mesure de résoudre les problèmes de Défense. Les dirigeants économiques devraient sur ce point s'en remettre à la caste des soldats, qui déterminerait la politique étrangère et la guerre. Cette thèse fut qualifiée de « *fasciste* » par la presse états-unienne de l'époque. Elle en est aujourd'hui à sa treizième réimpression et est devenue une référence dans les académies de guerre. Samuel Huntington, quant à lui, a acquis la célébrité avec une autre théorie, la guerre des civilisations, dont se réclament les dirigeants civils actuels du Pentagone.

---

[1] *Ces armes qui mènent le monde*, de Pierre Chavance et Pierre Bouvier, Éditions du Lieu restauré, juin 2003.

[2] Cf. « *Le vrai budget de la défense US* », *Voltaire* du 28 janvier 2004.

[3] Dans ce type de contrat, l'État choisit un matériel avant de définir les quantités qu'il commande et de négocier les prix.

[4] Robert Strausz-Hupé engage dès les premières conférences un jeune et brillant assistant : Henry Kissinger.

[5] *The Soldier and the State. The Theory and Politics of Civil-Military Relations* par Samuel Huntington (Harvard University Press, 1957). L'essentiel de l'ouvrage vise à démontrer qu'il existe des points de vue civil, mais un seul point de vue militaire. Ce n'est qu'en fin du livre que Samuel Huntington tire ses conclusions en matière d'organisation politique que nous résumons ici.

# Il faut sauver la « Nouvelle Europe »

## Analyse

L'approche de l'élargissement de l'Union européenne, le 1er mai prochain relance le débat sur le positionnement de l'Europe face à l'hyperpuissance états-unienne : pôle indépendant ou vassal de l'Empire ?

Pour Pascal Boniface, dans *Le Figaro*, l'entrée dans l'Union de dix nouveaux membres aux élites atlantistes va se traduire par un accroissement des moyens d'action de Washington sur l'Europe. Toutefois, cette situation ne devrait pas durer. La perte d'intérêt stratégique de ces pays depuis la fin de la Guerre froide et la situation des finances états-uniennes n'inciteront pas Washington à se montrer plus attractif que les pays d'Europe prônant l'indépendance. Aussi, cet affaiblissement du courant autonomiste européen ne saurait être que passager. Cette analyse est partagée, à l'autre extrémité de l'échiquier politique, par Franck Gaffney qui exprime son inquiétude aux lecteurs du *Washington Times*. Il craint que la « Nouvelle Europe » se détourne de Washington si elle est intégrée dans une Europe qui dispose des moyens de mener une politique étrangère et de défense autonome. Le coordinateur des faucons craint donc tout particulièrement la nouvelle Constitution européenne et s'alarme des positions de Tony Blair à ce sujet. Il convient donc, conseille-t-il à ses lecteurs, de changer de partenaire à Londres et de s'appuyer désormais sur les conservateurs pour y faire obstacle. Ce texte est rédigé au moment où le débat sur la constitution européenne au Royaume-Uni s'accompagne d'une remise en cause de la « relation privilégiée ».

Cet élargissement remet également en cause le statut de Chypre, divisé entre le Sud grec et le Nord turc depuis 1974. Le 24 avril aura lieu un référendum sur le projet Annan de réunification de l'île dans une structure fédérale, projet qui, d'après les sondages, dispose du soutien des chypriotes turcs, mais est massivement rejeté par les chypriotes grecs. *L'International Herald Tribune*



ouvre ses colonnes aux partisans internationaux du « oui » qui adoptent la stratégie de la carotte et du bâton. Javier Solana affirme que l'Union européenne respectera le choix exprimé, mais est favorable au plan et a déjà prévu un budget pour aider l'île réunifiée et y soutenir l'intégration, Chypre a donc intérêt à ratifier le plan Anann. Gareth Evans et Martti Ahtisaari se font beaucoup plus menaçants : au cas où l'une des deux communautés voterait en faveur du « non », celle-ci perdrait la « sympathie de la communauté internationale ». Chypre n'a donc pas intérêt à ne pas ratifier le plan.

Le journaliste Charles Enderlin présente la triste situation au Proche-Orient dans *Libération*. Aujourd'hui tout est en place pour qu'Ariel Sharon réalise le plan qu'il décrivait dans son autobiographie rédigée en 1989 : construire un grand Israël dominant stratégiquement la région et ne laisser aux Palestiniens que des parcelles de territoires disjoints qui seront les « États de Palestine ». Le représentant de l'Autorité palestinienne au Royaume-Uni, Afif Safieh rejoint cette analyse dans le *Guardian* et rappelle que ce sont Washington et Londres qui ont rendu possible l'application de ce plan. Si le soutien des États-Unis à Israël est ancien et peut s'expliquer par un contexte historique et domestique et par la personnalité de Bush, le soutien tacite du Royaume-Uni est plus surprenant, et ce d'autant qu'il va à l'encontre des aspirations des Britanniques. Cette stratégie ne s'explique donc que par le suivisme de Tony Blair vis-à-vis de la politique états-unienne.

Enfin, le très polyvalent Mansoor Ijaz présente un portrait inquiétant des musulmans européens aux lecteurs du *Los Angeles Times*. Pour l'auteur, cette population représente, pour reprendre l'expression consacrée, un « vivier pour les terroristes ». Il faut donc, après avoir pris quelques mesures symboliques comme des nominations de musulmans dans les appareils de sécurité, organiser et encadrer les communautés musulmanes pour mieux les garder sous surveillance. On observera les convergences de ce texte avec les propos de Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, sur la nécessité de nommer un « préfet musulman » en France.

**Réseau Voltaire**

## Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

### « L'élargissement au prix de l'affaiblissement ? »

Source : Le Figaro

Référence : « L'élargissement au prix de l'affaiblissement ? », par Pascal Boniface, *Le Figaro*, 20 avril 2004.

Le 1er mai 2004, l'Europe va de nouveau s'élargir en accueillant dix nouveaux membres et le paradoxe veut que cet élargissement vers l'Est ait pour effet d'affaiblir à court terme les perspectives d'autonomie stratégique européenne et de renforcer les moyens dont dispose Washington pour peser sur la construction européenne. L'élargissement le plus significatif n'est donc pas celui de l'Europe mais celui de la puissance américaine en Europe.

Toutefois, cet effet favorable pour les États-Unis ne jouera qu'à court terme. En effet, un espace européen, économique, politique et social va se construire peu à peu alors que les sondages avant la Guerre d'Irak démontrent que les opinions des pays d'Europe centrale et orientale sont à l'unisson de celles des autres pays membres. Peu à peu, les pays d'Europe centrale et orientale vont se rendre compte que, avec la fin de la concurrence Est-Ouest, ils n'ont rien à attendre des États-Unis.

Dans le même temps, l'Europe s'autonomise stratégiquement et même les Britanniques se rendent compte que leur capacité d'influence est bien plus grande sur l'Europe que sur les États-Unis, leur intérêt national va donc les pousser à devenir de plus en plus pro-européens. En outre, le basculement de majorité en Espagne renforce ceux qui ne confondent pas alliance et alignement. En Pologne, le président Kwasniewski a déclaré avoir été trompé par **George W. Bush** sur les armes de destructions massives irakiennes.

Le tropisme pro-américain de l'Est n'est que provisoire et l'unilatéralisme est un facteur d'accélération de la construction européenne.

## Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

## « Adieu à la nouvelle Europe ? »

Source : Washington Times

Référence : « Farewell to the new Europe ? », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 20 avril 2004.

Depuis la déclaration de **Donald Rumsfeld**, beaucoup d'analyses stratégiques états-uniennes pour l'Europe parlent de la « nouvelle Europe ». Il affirmait alors que la France, l'Allemagne et leurs toutous luxembourgeois et belge ne parlaient pas pour toute l'Europe et surtout pas pour les pays d'Europe centrale et orientale. L'énonciation de ce fait, pourtant indiscutable, a entraîné les protestations de Paris et Berlin et fait partie des éléments qui font dire à **John Kerry** que, de mémoire, on n'a jamais vu une administration aussi arrogante. Malheureusement, la vieille Europe semble devoir avoir le dernier mot en faisant adopter une constitution à l'Union européenne qui unifierait à l'avantage de la France et de l'Allemagne la politique étrangère et de défense de l'Union. Cela tournerait l'Europe vers l'antiaméricanisme plutôt que vers les orientations atlantistes de nos nouveaux amis. Ce qui est en jeu est illustré par les déclarations de **Tony Blair** rappelant son engagement dans la guerre au terrorisme quand **José Luis Zapatero** rappelait sa volonté de se désengager d'Irak.

Si la constitution est adoptée, la politique étrangère de la Grande-Bretagne sera dictée par le continent mais Blair fait pourtant campagne en faveur de cette constitution. Les conservateurs britanniques s'y opposent en faisant remarquer, à juste titre, que si elle est adoptée, l'Union européenne deviendra le maître des États membres et non le contraire. Déjà sans constitution, l'Union européenne gêne les États-Unis : sa bureaucratie s'attaque à nos entreprises, son projet Galileo à notre GPS et la nouvelle armée européenne à l'**OTAN**. Il faut que l'administration Bush aide ses amis de la nouvelle Europe à éviter la création de ce monstre au service de la vieille Europe.

## Javier Solana



Ancien ministre socialiste espagnol des Affaires étrangères (1992-1995) et ancien secrétaire général de l'OTAN (1995-1999), Javier Solana est le haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

### « L'Europe peut s'assurer que la paix résiste »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Europe can ensure that the peace holds », par Javier Solana, *International Herald Tribune*, 20 avril 2004.

Le 1er mai marquera l'entrée de Chypre dans l'Union européenne mais auparavant, le 24 avril, les Chypriotes ont rendez vous avec eux-mêmes en devant décider par référendum s'ils acceptent le plan de l'ONU visant à réunifier l'île. A eux de décider s'ils veulent entrer dans l'union unis ou divisés. L'Union européenne préférerait que l'île soit unifiée et je suis convaincu que **Kofi Annan** a mené les efforts nécessaires pour construire le compromis le plus juste pour tous les Chypriotes. Les Chypriotes sont souverains dans leurs choix mais si le plan est rejeté le 24 avril, il n'y aura plus de nouvelles solutions avant longtemps. Si le plan est adopté, l'Union européenne s'engagera à aider Chypre et veillera à ce que les principes du plan soient respectés ; un budget a déjà été prévu à cet effet par la **Commission européenne**. Les Chypriotes doivent comprendre que ce qui est au cœur du projet européen est de former une communauté de 450 millions d'habitants au destin commun malgré les guerres du passé.

## Gareth Evans, Martti Ahtisaari



Gareth Evans est président de l'International Crisis Group. Il est ancien ministre des affaires étrangères australien (1988-1996). Il a été rapporteur sur les questions de sécurité du Forum économique mondial de Davos.

### « Trois avantages du plan de paix Annan »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Three advantages of the Annan peace plan », par Gareth Evans et Martti Ahtisaari, *International Herald Tribune*, 20 avril 2004.

Si aucun plan de paix n'est parfait, le plan **Annan** est meilleur que la plupart. Il a trois avantages en tout cas sur ses prédécesseurs :

- ▶ Il propose un système de retour des réfugiés et leur offre la possibilité de retrouver leurs habitations ou de voir leurs droits de propriété restaurés.
- ▶ Il prend en compte la démilitarisation de l'île.
- ▶ Le système politique qu'il met en place est fonctionnel et correspond au standard de l'Union européenne en vue de l'adhésion.

Ce plan s'appuie sur des années de négociations et d'expérience et même si les différentes parties ont des objections, le compromis ne pouvait pas être meilleur. S'il est rejeté, le problème des réfugiés demeurera et l'un des membres de l'Union européenne ne contrôlera que 60 % de son territoire. Un vote positif



Ancien président de Finlande, Martti Ahtisaari est fondateur et président du Conseil d'administration de la Crisis Management Initiative. Il est président du conseil d'administration de l'International Crisis Group et membre du Conseil d'orientation de l'Open Society Institute de George Soros. Il a été envoyé spécial de l'ONU en Bosnie Herzégovine

lors du référendum fera adhérer une île réunifiée dans un environnement démilitarisé. Il est possible que seul un des camps accepte ce plan, auquel cas, celui qui aura refusé perdra la sympathie internationale et si les deux camps refusent, cela repoussera pour longtemps la possibilité d'un règlement.

## Charles Enderlin



Charles Enderlin est correspondant de France 2 à Jérusalem est l'auteur de *Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997*. Il s'est attiré les foudres des mouvements sionistes en France avec son documentaire *le Rêve brisé*.

### « La plus dure défaite des Palestiniens depuis 1948 »

Source : Libération

Référence : « La plus dure défaite des Palestiniens depuis 1948 », par Charles Enderlin, *Libération*, 20 avril 2004.

**Ariel Sharon** a toute les raisons d'être satisfait car jamais Israël n'a connu une situation stratégique aussi favorable : la menace irakienne n'existe plus, d'après les généraux israélien la défense antiaérienne syrienne est obsolète, la Libye a renoncé à ses armes de destruction massive et Téhéran subit une pression internationale pour qu'il accepte de mettre son programme nucléaire sous contrôle de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique** (AIEA), ce que personne ne songe à faire pour le centre de Dimona ou le programme spatial militaire israélien. La Ligue arabe est profondément divisée alors que le mouvement national palestinien vient de subir sa défaite la plus dure depuis 1948. Après trois ans d'Intifada : l'Autorité palestinienne n'existe plus que sur le papier, la Cisjordanie est à nouveau occupée, les communes palestiniennes sont bouclées par près de 600 barrages, Tsahal procède à des « liquidations ciblées », aucune perspective de négociation ne pointe à l'horizon et en déclarant **Yasser Arafat** persona non grata, Sharon et Bush ont neutralisé le seul dirigeant palestinien qui ait la légitimité pour signer un accord. Sharon a désormais toute latitude, bénéficiant du soutien indéfectible des États-Unis, de mettre en œuvre son plan, qu'il décrivait dans son autobiographie de 1989 : donner plus de profondeur à la plaine côtière israélienne en occupant le

plus possible les hauteurs qui la dominant à l'Est, créer des zones de sécurité dans la vallée du Jourdain, assurer une majorité juive à Jérusalem, « la capitale éternelle réunifiée d'Israël ». Le mouvement Goush Emounim a été un des sous-traitants de ce vaste projet en établissant des colonies dans le Grand Israël biblique.

Sharon vient d'abattre ses cartes, les Palestiniens recevront des enclaves qu'ils pourront appeler « État de Palestine », il se débarrasse de l'encombrante Gaza où la population vit dans la misère et se donne une image de « pragmatique » grâce aux protestations de l'extrême droite, ce qui ouvre la possibilité d'un gouvernement d'union nationale. Sharon est persuadé que le temps travaille pour lui et Arafat, en tardant à combattre le terrorisme après le 11 septembre, a ouvert la voie à la politique de Sharon.

## Afif Safieh



Afif Safieh est le délégué général palestinien au Royaume-Uni. Il est membre du conseil d'administration de l'université Bethléem, une université financée par le Vatican.

### « Les républiques bananières de Sharon »

Source : The Guardian

Référence : « Sharon's banana republics », par Afif Safieh, *The Guardian*, 20 avril 2004.

L'étude des relations israélo-américaines a occupé deux générations de chercheurs et deux écoles s'affrontent. L'une part d'un « Israël américain » et voit des États-Unis dictant la politique israélienne. **Noam Chomsky** affirme ainsi que les États-Unis sont la Rome moderne et qu'Israël est son belligérant régional, Sparte. La seconde école projette l'image d'une « Amérique israélienne », une relation complexe où la superpuissance globale adopte la politique régionale de son État client en raison de l'activisme du lobby pro-Israël. J'ai toujours cru que les deux écoles avaient raison à différentes périodes de l'histoire et en fonction du président états-unien, de sa position intérieure et de l'orientation du Congrès.

Après le 11 septembre, le lobby pro-Israël est aussi apparu comme l'école maximaliste dans la guerre au terrorisme, réclamant qu'après l'Afghanistan des attaques soient menées contre l'Irak, la Syrie et la Libye. Cela a placé les États-Unis dans une logique de confrontation avec le monde arabe et Washington apparaît désormais comme étant la Sparte d'Israël. Le but de la politique étrangère états-unienne semble désormais être l'obtention la docilité, pas la démocratie. Blair a toujours eu une approche plus sophistiquée que celle de **George W. Bush**, comprenant que les menaces devaient aussi avoir une réponse politique et que pour gagner la bataille du cœur, l'Occident doit résoudre la question palestinienne. L'orientation à Washington dépend donc de qui Bush a le plus besoin : Blair sur le plan international ou Sharon sur le plan domestique. La semaine dernière a connu un triste moment quand Bush et Blair ont accepté le plan Sharon, un plan qui, le Premier ministre israélien n'en fait pas mystère, vise à punir les Palestiniens en les enfermant dans Gaza. L'enthousiasme de Bush s'explique par l'approche des élections mais je ne comprends pas l'accord de Blair qui ne reflète pas les aspirations des Britanniques. Sharon agit vis-à-vis des États-Unis et du Royaume-Uni comme s'il s'agissait de ses républiques



bananières, les deux pays autorisant Sharon à leur dicter leur politique malgré les assassinats de Yassine et de Rantisi.

Le président états-unien idéal pour le Proche-Orient serait un président qui aurait l'éthique de Carter, la popularité de Reagan et l'audace stratégique de Nixon. Nous en avons un avec l'éthique de Nixon, la popularité de Carter et l'agilité intellectuelle de Reagan.

## Mansoor Ijaz



Physicien nucléaire et fils d'un des concepteurs du programme nucléaire pakistanais, Mansoor Ijaz est codirecteur, avec James Abrahamson, de la société internationale de gestion de portefeuille Crescent Partnerships, à New York. Il est états-unien d'origine pakistanaise et expert de Benador Associates. Il est membre du Council on Foreign Relations et analyste sur les questions de relations internationales et de terrorisme pour *Fox News*.

### « Une arme secrète dans la guerre au terrorisme : l'insertion »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Secret Weapon in the War Against Terror : Inclusion », par Mansoor Ijaz, *Los Angeles Times*, 20 avril 2004.

Les arrestations lundi de huit citoyens britanniques d'origine pakistanaise et d'une douzaine de citoyens d'origine nord-africaine ou irakienne au Royaume-Uni, pour conspiration terroriste, nous rappellent que les extrémistes restent motivés dans leur volonté de perturber la vie en Occident. Cette arrestation est aussi une occasion pour les pays occidentaux d'appeler leurs citoyens musulmans à aider à lutter contre ce fléau.

La présence d'extrémistes en Occident est, pour une large part, la conséquence de l'échec des sociétés occidentales à obtenir le soutien de ceux qui trouvent le message d'Al Qaïda plus marquant que celui de **George W. Bush**, **Tony Blair** ou, anciennement, **José-Maria Aznar**. Le fait que des Britanniques planifient la mort d'autres britanniques à cause d'un message enregistré à l'autre bout du monde démontre que nous perdons cette bataille. Les extrémistes recrutent des agents dans les pays européens car ils pourront y circuler librement. Ce recrutement est facilité par l'attitude de certains gouvernements tels que celui de Grande-Bretagne, qui maintient en détention, sans éléments d'accusation, six musulmans depuis 18 mois. En outre les musulmans qui voudraient aider à la guerre au terrorisme sont brocardés par les autres.

Il faut remédier à cette situation en :

- ▶ Nommant des musulmans à des postes à responsabilité dans les services de sécurité.
- ▶ Organisant davantage la communauté musulmane.
- ▶ Amorçant un programme de reconnaissance de voisinage dans les quartiers musulmans.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .